



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

**Commune de
CROIXRAULT**

~::~~

Installations classées
pour la protection de l'environnement

~::~~

**CONSULTATION
PUBLIQUE**

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2019, il sera procédé, du 23 avril au 21 mai 2019 inclus, soit pendant 29 jours consécutifs, à une consultation publique sur la demande d'enregistrement présentée par la SICA Somme de Saveurs, en vue d'exploiter un bâtiment destiné au lavage, au stockage et au conditionnement de produits alimentaires d'origine végétale, sur le territoire de la commune de CROIXRAULT, parcelles cadastrées section ZAUF n° 3, 4 et 17.

Les informations relatives à cette procédure peuvent être demandées auprès de la préfète de la Somme (service de coordination des politiques interministérielles-bureau de l'environnement et de l'utilité publique).

L'ouverture de la consultation publique sera annoncée dans la commune de CROIXRAULT ainsi que sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr/> .

Pendant cette période, les pièces du dossier ainsi qu'un registre de consultation publique seront déposés au secrétariat de la mairie de CROIXRAULT afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Les observations pourront également être adressées par écrit à la préfecture de la Somme (service de coordination des politiques interministérielles-bureau de l'environnement et de l'utilité publique) ou, le cas échéant, par voie électronique (pref-environnement@somme.gouv.fr), avant la fin du délai de consultation du public.

Le registre sera clos par le maire de la commune de CROIXRAULT, à l'expiration de la consultation.

La décision d'accorder ou non cette autorisation d'exploiter sera prise par la Préfète de la Somme sous la forme d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L.512-7 du code de l'environnement, ou d'un arrêté préfectoral de refus .

Amiens, le 26 mars 2019

Pour la préfète et par délégation,
L'attachée, cheffe de bureau,

Brigitte LEGRAND